

Société

POUR UN URBANISME NUMÉRIQUE

Mathieu Rozières

27/02/2026

Le potentiel émancipateur du numérique, sa capacité à faire rêver et à mobiliser les imaginaires collectifs, apparaissent comme des leviers puissants. Pourquoi donc ne pas en faire un bien commun, et créer une cité numérique que nous souhaiterions habiter ensemble ? C'est la conviction de Mathieu Rozières, directeur associé d'Euphoriques, qui a expérimenté ces dernières années de nombreux projets réunissant, grâce au pouvoir inclusif du numérique, des milliers de personnes différentes.

Le grand malentendu du *cloud*, ou le péché de l'immatérialité

Le numérique souffre aujourd'hui d'un péché originel sémantique qui paralyse notre capacité d'action politique : on nous a vendu un « nuage ». En usant et abusant des termes de *cloud*, de virtuel ou d'immatériel, les prédicateurs de la Silicon Valley nous ont invités à croire que nous naviguions dans un espace sans frontières ni limites, totalement dénué de toute physicalité.

C'est un mensonge technologique et marketing qui nous empêche de voir la réalité du sol que nous foulons chaque jour. Le numérique n'a rien d'une vapeur éthérée ; il est un habitat, un territoire matériel composé d'entrepôts gigantesques, de *datacenters* voraces en eau et en énergie, de réseaux de câbles sous-marins qui enserrent le globe et de constellations de satellites qui saturent notre orbite. Parce qu'il modifie nos paysages et reconfigure complètement nos interactions sociales, il doit être pensé comme un espace véritable, organisé et régulé par une puissance citoyenne.

Pour l'instant, nous en sommes loin. Nous vivons dans une ville qui s'est construite sans urbaniste numérique, au gré des intérêts exclusifs de promoteurs dont la seule boussole est la captation de nos données et de notre temps de cerveau disponible. Nous habitons une cité sauvage, livrée aux spéculateurs de l'octet, et il est temps de reprendre les clés de la ville.

Entre ville numérique sauvage et ville physique sécuritaire : le grand paradoxe contemporain

Dans l'histoire de l'humanité, une ville qui se développe sans plan d'urbanisme finit invariablement par devenir une zone de non-droit ou un ghetto. C'est ce qui arrive aujourd'hui à l'espace numérique.

Nous vivons dans une cité sauvage où les Gafam ne sont plus de simples fournisseurs de services, mais les promoteurs immobiliers et les exploitants souverains de nos vies connectées. Ils bâtissent leurs plateformes comme des lotissements numériques clos – des *gated communities* – dont ils définissent unilatéralement l'architecture, les règles de voisinage et les conditions d'accès. Dans cette ville privée, le citoyen est réduit à la figure du consommateur voué à demeurer individualiste. Chaque geste y est monétisé, chaque interaction est scrutée pour enrichir un modèle qui fait de la performance l'unique indicateur de réussite. Le promoteur fixe arbitrairement le prix du passage et décide, *via* des algorithmes opaques, de ce qui doit être rendu visible ou consciencieusement occulté.

Contrairement aux bâtisseurs des cités antiques ou médiévales, ces promoteurs n'ont aucune obligation de créer du commun ou de ménager des espaces de gratuité et de rencontre désintéressée. Ils façonnent des environnements qui nous obligent à rester enfermés dans leurs murs, effaçant progressivement notre capacité à agir comme des citoyens d'un monde ouvert. Le résultat est une cité numérique déséquilibrée, fragmentée, où la notion même d'espace public disparaît au profit de galeries marchandes algorithmiques infinies.

Mais cette ville privée est surtout une ville dangereuse. Alors que nous observons un besoin croissant de normes régissant nos espaces physiques – sécurité incendie, règles de voisinage, droit à la vie privée chez soi –, nous tolérons dans l'espace numérique des comportements considérés comme des délits graves dans la rue.

Faisons un parallèle simple avec notre espace physique : autoriserions-nous des tiers à entrer par effraction dans nos maisons pour fouiller nos tiroirs et noter nos habitudes de consommation ? Évidemment non. Pourtant, dans nos foyers numériques, nos données les plus intimes sont pillées chaque seconde sans notre consentement réel. Ce n'est plus de la collecte de données, c'est une violation de domicile généralisée et légalisée par des conditions d'utilisation illisibles.

Cette zone de non-droit prend plusieurs formes. Elle peut aussi s'apparenter aux agressions de rue. Qu'est-ce que le cyberharcèlement, sinon un lynchage sur la place publique qui laisse le champ libre

aux anonymes ? Elle peut également s'apparenter à une tromperie à grande échelle. Qu'est-ce que la désinformation massive, sinon une ville où les panneaux indicateurs seraient sciemment inversés par des puissances étrangères, des groupes d'intérêts économiques ou politiques, des annonceurs et autres robots ?

Aujourd'hui, nous déambulons dans une ville numérique sans éclairage public. Si des initiatives légales ont heureusement été prises – comme le règlement européen sur les services numériques (*Digital Services Act* – DSA) ou l'*AI Act* – et si d'autres garde-fous existent (Commission nationale de l'informatique et des libertés, règlement général sur la protection des données, etc.), ces démarches relèvent encore d'initiatives disparates et non d'une volonté générale. Or, nous ne pouvons pas demander aux citoyens d'être des acteurs de la République numérique si nous les laissons évoluer dans cet environnement encore trop opaque. L'urbanisme numérique, c'est d'abord redonner les clés de cet espace aux citoyens et penser collectivement à l'éclairage des routes numériques.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

L'isolement algorithmique : la pathologie des places vides et du temps aboli

Cette cité numérique disloquée produit une pathologie sociale majeure que nous commençons à peine à diagnostiquer : une solitude bien réelle logée au cœur même de l'hyperconnexion. Jamais nous n'avons été autant les uns à côté des autres sans savoir nous parler. Dans cette ville numérique mal conçue, les places publiques et les forums de discussion ont été remplacés par des bulles algorithmiques.

Ces algorithmes fonctionnent comme des cloisons invisibles qui nous enferment dans des espaces où ne résonnent que des opinions similaires aux nôtres, faisant disparaître toute forme d'altérité et de contradiction constructive. Un enfer de la solitude algorithmique où chacun consomme ce que la machine lui sert, prenant soin de ne plus le confronter au frottement du réel ou de l'autre. Dans ces couloirs étroits de la pensée, le débat s'efface au profit de l'affirmation brutale et la nuance

disparaît derrière le frisson du clash immédiat.

Cette fragmentation n'est pas qu'une question de logiciel, elle s'enracine dans une économie de l'isolement qui favorise l'instantané. Nous avons perdu notre capacité à attendre un bonheur différé, à bâtir sur le temps long, pour lui préférer la gratification immédiate et le bonheur mesurable en nombre de *likes*.

Ces places vides dans lesquelles la valeur du temps s'est effacée ne sont pas viables. Sans urbaniste pour dessiner des parcs, des théâtres ou des bibliothèques numériques, la cité de la tech devient un agrégat de cellules isolées, menaçant directement la possibilité pour les citoyens de faire société.

Car la construction de toute ville repose sur une architecture solide, une administration et des usages. Dans la ville numérique, l'infrastructure physique renvoie aux *datacenters* et câbles sous-marins, l'administration aux institutions de régulation et les usages à une cacophonie de pratiques abandonnées aux seules lois du marché.

Toute démarche d'urbanisation de la tech se doit dès lors de considérer cet espace dans son ensemble et de penser l'ensemble de ses composantes.

L'impasse de l'hypertech : le mur environnemental et la dette technologique

L'urbanisme numérique ne peut faire l'impasse sur la question des ressources. La ville que nous habitons actuellement est bâtie sur le mythe de réserves infinies, un paradigme que l'on peut nommer l'hypertech. Ce modèle se caractérise par une puissance excessive de la tech et une consommation énergétique délirante, souvent totalement déconnectées des besoins réels des utilisateurs.

Nous assistons aujourd'hui à un bouleversement énergétique majeur, car ce modèle hypertechnologique se heurte désormais à un mur environnemental et social. En Irlande, les *datacenters* consomment 21% de l'électricité du pays¹. À cela s'ajoute le stress hydrique, chaque image générée par une intelligence artificielle (IA) coûtant entre 2 et 5 litres d'eau pour refroidir des serveurs qui « fondent » littéralement sous la demande².

Parallèlement, nos organisations souffrent d'une « dette technologique » massive. Les entreprises ont empilé, au fil des décennies, des couches logicielles hétérogènes qui n'interagissent pas entre

elles, créant une ville dont les canalisations seraient bouchées et les réseaux électriques incompatibles. Cette situation pousse les salariés à l'innovation furtive – l'usage clandestin d'outils d'IA hors cadre – pour pallier l'obsolescence de leurs infrastructures internes. L'urbaniste numérique doit donc aussi être un réparateur, un expert capable d'assainir les réseaux existants avant de promettre de nouveaux gratte-ciels technologiques.

Le manifeste pour un urbanisme numérique citoyen : bâtir les « locomuns »

Face à ce constat, l'exhortation est claire : il faut urbaniser la tech.

Cela signifie qu'il est temps d'imaginer d'autres formes de rencontres, de recréer des lieux de rendez-vous hybrides et de construire des espaces partagés qui soient tout à la fois réels et dématérialisés. L'urbaniste numérique de demain ne doit pas être un simple technicien, mais une puissance citoyenne capable de porter trois chantiers prioritaires pour rendre la cité habitable.

Le premier chantier est celui de la planification des « communs » et des « locomuns ». Il manque à la tech une force capable de décider que certains lieux numériques doivent fondamentalement être partagés. Nous devons bâtir des « locomuns » dotés de ressources technologiques gouvernées et utilisées par une communauté de proximité dans une logique de frugalité et de solidarité numériques. L'urbaniste numérique doit être le garant de la gratuité de certaines fonctions essentielles et de l'accessibilité universelle afin que la ville numérique ne soit pas une succession de péages privatifs.

Le deuxième chantier consiste à favoriser un numérique « situé ». L'urbanisme numérique ne doit plus chercher à nous extraire du monde physique par des casques isolants, mais au contraire à nous y ramener. L'avenir appartient aux *alt*-lieux : ces espaces hybrides et phygitaux, intégrés au cœur même de nos cités réelles, où le numérique sert de levier pour fédérer des communautés en chair et en os. C'est l'alliance nécessaire du numérique et de la poignée de main, l'outil venant augmenter l'expérience physique plutôt que de la remplacer par un simulacre.

Enfin, l'urbaniste numérique doit imposer une sobriété réfléchie par la valorisation de la « numébase ». Plutôt que de céder à l'obsolescence programmée et à la surenchère de pixels inutiles, nous devons apprendre à recycler et à *upcycler* nos parcs informatiques existants. L'innovation ne réside pas toujours dans le neuf, mais souvent dans la création d'amplificateurs frugaux capables de redonner vie à des machines anciennes pour des usages contemporains et collectifs.

Octez, citoyens ! Pour une république numérique habitable

La fracture numérique qui menace la cohésion sociale ne doit pas se doubler d'une fracture culturelle et citoyenne encore plus profonde. Le numérique est devenu un langage universel, une infrastructure de base de notre vie démocratique. Il est donc bien trop important pour ne le confier qu'aux seuls « geeks » ou aux promoteurs avides de données.

Nous devons impérativement faire de notre avenir numérique un sujet de débat public national, au même titre que l'urbanisme de nos villes physiques. Il s'agit de bâtir un numérique démocratique, quotidien et ancré au plus près du terrain, qui incite à une véritable participation citoyenne plutôt qu'à une consommation passive et aliénante. Notre vie numérique nous appartient, nos données sont les briques de notre cité, et notre attention en est le ciment social.

Le temps est venu de passer d'un numérique de la performance brute à un numérique de l'utilité humaine. Octons, citoyens ! Revendiquons notre droit à une cité numérique habitable, inclusive et durable.

1. Eoin Burke-Kennedy, « Data centers now account for 21% of all electricity consumption », *Irish Times*, 23 juillet 2024.
2. Frédéric Olivieri, « Chaque image générée par l'IA consomme jusqu'à 5 litres d'eau : l'envers du décor », *Siècle digital*, 15 avril 2025.